

# **P l a n   L o c a l   d ' U r b a n i s m e**

## **C o m m u n e d e   P e r n e s   l e s   F o n t a i n e s**

### **Révision allégée n° 1 du PLU Pièce n° 0 : procédure**

**Dossier d'approbation**

**PLU approuvé en décembre 2016**

PLU arrêté le 26/11/2015  
PLU approuvé le 01/12/2016

Modification n°1 du PLU :  
Approbation : le 28/02/2019

Arrêté de mise à jour n°1 :  
Le 11 décembre 2019

Modification simplifiée n° 1 :  
Approbation le 19/12/19

Révision allégée n° 1 :  
Approbation le 20/02/2020

**DEPARTEMENT DE VAUCLUSE**  
**Commune de**  
**PERNES-LES-FONTAINES**

**EXTRAIT DU REGISTRE**

**DES DELIBERATIONS**  
**DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU JEUDI 11 AVRIL 2019**

(Date de convocation : 5 avril 2019)

Conseillers Municipaux en exercice :	33
Présents :	27
Absents excusés ayant donné procuration :	6
Absent excusé non représenté :	0
Absents non excusés :	0
Votants :	33

L'An deux mille dix-neuf et le onze du mois d'avril à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune de PERNES-LES-FONTAINES, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel des séances, sous la présidence de Monsieur Pierre GABERT, Maire.

**Etaient présents :** Monsieur Pierre GABERT, Monsieur Didier CARLE, Monsieur Henri BERNAL, Madame Nicole NEYRON, Madame Nadia MARTINEZ, Madame Laurence MONTERDE, Madame Josiane TRANIELLO, Monsieur Christian SOLLIER, Monsieur Christian BARTOLETTI, Monsieur Bernard BIGONNET, Madame Anne CUNTY, Madame Françoise LAFAURE, Monsieur Bernard GAINTRAND, Madame Gisèle GIRARD, Monsieur Yannick LIBOUREL, Monsieur Franck RIMBERT, Monsieur Jean-Claude DANY, Madame Marlène LAUGIER, Madame Georgette DRAGONE, Monsieur Laurent COMTAT, Madame Karine CANDALE, Madame Nancy GONTIER, Monsieur Robert IGOULEN, Monsieur René BOUGNAS, Madame Martine NICOLAS, Madame Annick JOURDAINE, Madame Véronique GENNET.

**Pouvoirs :** Monsieur François PANTAGENE (procuration à Monsieur Henri BERNAL), Monsieur Jean-Jacques EXBRAYAT (procuration à Monsieur Jean-Claude DANY), Monsieur Eric BOYER (procuration à Monsieur le Maire), Madame Isabelle DESRUT (procuration à Madame Anne CUNTY), Monsieur Patrick MONTY (procuration à Monsieur Didier CARLE), Madame Yolande MANEL (procuration à Madame Laurence MONTERDE),

Il a été procédé conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris au sein du Conseil Municipal : Madame Nancy GONTIER ayant obtenu l'unanimité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Prescription de la révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme, définition des objectifs poursuivis et fixation des modalités de concertation.

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune a été approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 1er décembre 2016, mis à jour par arrêté municipal du 5 mai 2017 et a fait l'objet d'une modification N°1 approuvée par délibération en date du 28 février 2019.

Son Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) admet la reconversion des anciennes gravières et carrières, sites dégradés, en projet de développement durable. La société 4M PROVENCE, exploitant de la carrière « Sainte-Marie », identifiée au PLU en zone agricole et périmètre carrière, a sollicité la collectivité pour bénéficier de cette reconversion. En effet, la société souhaiterait implanter une centrale photovoltaïque sur une partie de la carrière « Sainte-Marie », représentant un

périmètre de 6 hectares qui n'est aujourd'hui plus exploitée au titre de carrière et dont la remise en état des sols a commencé. Cette production d'énergie à venir serait susceptible de couvrir environ 4400 personnes sur la Commune (sur la base des données du Réseau du Transport d'Electricité) et ce projet est à ce titre en accord avec les lois relatives à la transition énergétique et compatible avec le Schéma de Cohérence Territoriale du Bassin de Vie d'Avignon (SCOT) dont la Commune relève.

Néanmoins, compte-tenu du fait que la réglementation de la zone agricole ne permet pas l'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol, une révision du document d'urbanisme s'impose afin de créer un zonage correspondant pour autoriser ce projet d'intérêt général sur ce site dégradé. Dans la mesure où cette révision ne porte pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable mais qu'elle réduit une zone agricole, il convient de prescrire une procédure de révision dite « allégée ».

En effet, conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme, le PLU fait l'objet d'une révision allégée « lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durable ».

Dans ce cadre, les objectifs de la révision allégée ainsi que les modalités de concertation doivent être définis par le Conseil municipal de la Ville, conformément aux articles L103-2, L103-3 et L 153-11 du Code de l'Urbanisme.

En ce qui concerne les objectifs de la révision allégée N°1 et conformément au présent exposé, il est précisé que cette procédure permettrait d'autoriser l'implantation d'un parc photovoltaïque en créant un sous-secteur au sein d'une partie de la carrière «Sainte-Marie », située en zone agricole du PLU et représentant un périmètre de 6 hectares qui n'est plus exploité et dont la remise en état des sols a débuté. Il est important de rappeler que ce projet, compte-tenu de l'importance de la production d'énergie à venir, est compatible à la fois au SCOT en vigueur du Bassin de Vie d'Avignon et aux lois relatives à la transition énergétique.

Dans le cadre de cette procédure, les modalités de concertation pourraient être fixées de la façon suivante :

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation dès l'affichage et publication de la présente délibération, en Mairie de Pernes-les-Fontaines, sur le site internet de la Ville et dans un journal diffusé dans le département ;
- Mise à disposition en Mairie de Pernes-les-Fontaines, aux jours et heures habituels d'ouverture, d'un registre destiné à recueillir les observations du public. Ce registre sera mis à disposition pendant une période d'au moins un mois ;
- Organisation d'une réunion publique dont la date sera précisée dans l'avis de concertation publié.

Monsieur le Maire invite dès lors l'Assemblée à se prononcer sur la prescription de la révision allégée N°1 du Plan Local d'Urbanisme, la définition de ses objectifs et des modalités de concertation.

## LE CONSEIL MUNICIPAL :

VU l'exposé de Monsieur le Maire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Plan Local d'Urbanisme en vigueur approuvé le 1<sup>er</sup> décembre 2016, mis à jour le 5 mai 2017 et modifié le 28 février 2019,

VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 153-34 et suivants, L 103-2 et suivants et L 153-11,

CONSIDERANT qu'il existe un projet de parc photovoltaïque sur une partie du site dégradé de la carrière Sainte-Marie qui n'est plus exploitée et dont l'installation n'est pas autorisée par le règlement de la zone agricole – périmètre carrière du PLU,

CONSIDERANT l'importance de la production d'énergie à venir par ce projet situé dans une ancienne carrière et sa compatibilité avec le SCOT du Bassin de Vie d'Avignon et les lois relatives à la transition énergétique,

CONSIDERANT que les évolutions du document d'urbanisme devant intervenir pour permettre l'implantation dudit projet relèvent de la procédure de révision allégée compte-tenu du fait qu'elles ne portent pas atteinte aux orientations du PADD mais qu'elles réduisent une zone agricole,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**DECIDE** de prescrire la révision allégée N°1 du Plan Local d'Urbanisme.

**APPROUVE** les objectifs poursuivis par la révision allégée N°1 du Plan Local d'Urbanisme décrits dans la présente délibération.

**DEFINIT** les modalités de concertation prévues par les articles L 153-11 et L 103-2 et suivants du Code de l'urbanisme de la façon décrite dans la présente délibération.

**PRECISE** que cette concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet et que Monsieur le Maire tirera et présentera le bilan de cette concertation au Conseil municipal qui en délibèrera et arrêtera le projet.

**DIT** que les Personnes Publiques mentionnées aux articles L 132-7 et L 132-9 du Code de l'urbanisme seront associées à cette procédure.

**DIT** que les Personnes Publiques mentionnées aux articles L 132-12 et L 132-13 du Code de l'urbanisme seront consultées dans le cadre de cette procédure, à leur demande.

**INDIQUE** que la présente délibération sera affichée en Mairie de Pernes-les-Fontaines pendant un mois et que mention de cet affichage sera fait dans un journal diffusé dans le département.

**DIT** que la présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Commune.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toute pièce afférente à cette procédure.



Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme,  
le Maire,

  
Pierre GABERT

**Acte Exécutoire**

Loi n° 82-213 du 2 Mars 1982

Loi n° 82-623 du 22 Juillet 1982

Délibération transmise au représentant  
de l'Etat le : 15 avril 2019

Affichée le : **15 AVR. 2019**

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE  
Commune de  
PERNES-LES-FONTAINES

## EXTRAIT DU REGISTRE

DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 20 JUIN 2019

(Date de convocation : 7 Juin 2019)

Conseillers Municipaux en exercice :	33
Présents :	26
Absents excusés ayant donné procuration :	5
Absents excusés non représentés :	2
Absent non excusé :	/
Votants :	31

L'An deux mille dix-neuf et le vingt Juin à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune de PERNES-LES-FONTAINES, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel des séances, sous la présidence de Monsieur Pierre GABERT, Maire.

**Etaient présents :** Monsieur Pierre GABERT, Monsieur Didier CARLE, Monsieur Henri BERNAL, Madame Nicole NEYRON, Madame Nadia MARTINEZ, Madame Laurence MONTERDE, Madame Josiane TRANIELLO, Monsieur Christian BARTOLETTI, Monsieur François PANTAGENE, Monsieur Bernard BIGONNET, Madame Françoise LAFAURE, Monsieur Bernard GAINTRAND, Monsieur Eric BOYER, Madame Isabelle DESRUT, Monsieur Yannick LIBOUREL, Monsieur Jean-Claude DANY, Madame Marlène LAUGIER, Madame Georgette DRAGONE, Madame Yolande MANEL, Monsieur Laurent COMTAT, Madame Karine CANDALE, Madame Nancy GONTIER, Monsieur Robert IGULEN, Monsieur René BOUGNAS, Madame Martine NICOLAS, Madame Annick JOURDAINE.

**Pouvoirs :** Monsieur Christian SOLIER (procuration à Madame Josiane TRANIELLO), Madame Anne CUNTY (procuration à Madame Nicole NEYRON), Monsieur Jean-Jacques EXBRAYAT (procuration à Monsieur Jean-Claude DANY), Monsieur Patrick MONTY (procuration à Monsieur le Maire), Madame Véronique GENNET (procuration à Monsieur Didier CARLE).

**Absents excusés :** Madame Gisèle GIRARD, Monsieur Franck RIMBERT.

Il a été procédé conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris au sein du Conseil Municipal : Karine CANDALE ayant obtenu l'unanimité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Révision allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme :  
Bilan de la concertation et arrêt du projet.

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que par délibération n°2019-2 en date du 11 Avril 2019, la collectivité a prescrit une procédure de révision allégée N°1 du PLU et en a défini ses objectifs à savoir d'autoriser l'implantation d'une centre photovoltaïque d'une surface d'environ 6 hectares sur une partie de la carrière « Sainte-Marie » qui n'est plus exploitée, en cours de remise en état et qui est située en zone agricole et périmètre carrière du PLU interdisant ce type d'installation. Cette révision allégée du PLU s'inscrit dans les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) qui admet la reconversion des anciennes gravières et carrières, sites dégradés, en projet de développement durable.

.../...

Elle consiste ainsi à créer un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limité (STECAL) au sein de la zone agricole pour autoriser l'implantation dudit projet et de le réglementer au moyen d'un règlement de zone spécifique dit « Npv ». Il est important de rappeler que ce projet, compte-tenu de l'importance de la production d'énergie à venir, est compatible à la fois au SCOT en vigueur du Bassin de Vie d'Avignon et aux lois relatives à la transition énergétique.

Conformément au Code de l'urbanisme, ce projet fait l'objet d'une évaluation environnementale et il est soumis à l'avis de l'autorité environnementale et à l'avis des membres de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF).

Il est indiqué que l'ensemble du projet de révision allégée N°1 du PLU a été transmis par voie dématérialisée aux conseillers municipaux en annexe à la convocation et note de synthèse de la présente séance.

Monsieur le Maire précise que ladite délibération du 11 avril 2019 a fixé les modalités de concertation qui ont été mises en œuvre tout au long de la procédure à savoir :

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation en Mairie de Pernes-les-Fontaines, sur le site internet de la Ville et dans un journal diffusé dans le département ;
- Mise à disposition en Mairie de Pernes-les-Fontaines, aux jours et heures habituels d'ouverture, d'un registre destiné à recueillir les observations du public pendant au moins un mois ;
- Organisation d'une réunion publique.

Monsieur le Maire présente le bilan de cette phase de concertation en rappelant les modalités de la concertation qui ont été les suivantes :

- Moyens d'informations utilisées :

**Délibération :**

\* Délibération N°2019-2 du Conseil municipal du 11 avril 2019 prescrivant la procédure de révision allégée N°1 du PLU, définissant ses objectifs et fixant les modalités de concertation – affichages en Mairie de Pernes-les-Fontaines, à la Mairie annexe Les Valayans et publication sur le site internet de la Ville.

**Articles de presse :**

\* Publication en date du 16 avril 2019 - Le Journal L'écho du mardi – Les petites affiches de Vaucluse - rubrique annonces légales : « Avis au public : prescription de la révision allégée N°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Pernes-les-Fontaines et avis d'ouverture de la phase de concertation » comprenant l'annonce de la réunion publique du 4 juin 2019.

\* Publication en date du 4 Juin 2019 – le Dauphiné – "révision allégée du PLU pour le parc photovoltaïque de la carrière Sainte-Marie" comprenant également l'annonce de la réunion publique du même jour.

**Affichages :**

\* En Mairie de Pernes-les-Fontaines et à la Mairie annexe Les Valayans – « Avis au public : prescription de la révision allégée N°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Pernes-les-Fontaines et avis d'ouverture de la phase de concertation » dès le 16 avril 2019,

\* En Mairie de Pernes-les-Fontaines, à la Mairie annexe Les Valayans, au Centre Culturel Les Augustins et à l'entrée de la carrière « Sainte-Marie » - Affiches annonçant la réunion publique du 4 juin 2019 dès le 17 mai 2019,

**Site internet :**

\* Rubrique PLU/Procédure de Révision allégée N°1 du PLU :

- « Avis au public : prescription de la révision allégée N°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Pernes-les-Fontaines et avis d'ouverture de la phase de concertation » mise en ligne dès le 16 avril 2019,

- Note de synthèse intitulée « *Parc photovoltaïque sur le site de la Carrière Sainte Marie* » mise à ligne en date du 24 avril 2019,

- Diaporama de présentation de la réunion publique du 4 juin 2019 mis en ligne en date du 5 juin 2019,

- Dossier complet de projet de révision allégée n°1 mis en ligne en date du 7 juin 2019.

\* Rubrique brèves municipales :

- Annonce de la réunion publique du 4 juin 2019.

- Moyens offerts au public pour s'exprimer et engager le débat :

**Registre :**

\* Un registre de concertation destiné aux observations de toute personne intéressée a été mis tout au long de la procédure, à la disposition du public, en Mairie de Pernes-les-Fontaines aux heures et jours habituels d'ouverture et ce, depuis le 12 avril 2019.

\* Mise à disposition en annexe du registre :

- Note de synthèse intitulée « *Parc photovoltaïque sur le site de la Carrière Sainte Marie* » mise à disposition en date du 24 avril 2019,

- Diaporama de présentation de la réunion publique du 4 juin 2019 mis en disposition en date du 5 juin 2019,

- Dossier complet de révision allégée n°1 mise en disposition en date du 7 juin 2019 (avant arrêt).

**Réunion publique :**

\* Une réunion publique s'est tenue le 4 juin 2019 à 18H30 concernant la présentation dudit projet au Centre Culturel des Augustins à Pernes-les-Fontaines.

**Les remarques issues de la concertation :**

**Sur le registre de concertation :**

A ce jour, aucune remarque n'a été recensée sur le registre de concertation ouvert au public.

**Lors de la réunion publique :**

Une dizaine de personnes a assisté à la réunion publique du 4 juin 2019.

Monsieur le Maire introduit la réunion en précisant que celle-ci s'inscrit dans la phase de concertation de la procédure de révision allégée N°1 du PLU, engagée par délibération du Conseil municipal en date du 11 avril 2019.

Cette procédure a pour objectif d'autoriser au sein de la Carrière Sainte-Marie et plus particulièrement sur une partie qui n'est plus exploitée par la société 4M PROVENCE, un parc photovoltaïque, projet porté par la société ENGIE GREEN. Pour ce faire, le PLU en vigueur doit être révisé compte-tenu du fait que la zone concernée, zone agricole couverte par un régime spécial de carrière, ne permet pas ce type d'installation. Il sera donc question de créer un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limité (STECAL) et de créer un règlement spécifique Npv pour ce parc.

Monsieur le Maire précise que Madame Viviane BERTI, urbaniste en charge du dossier, présentera la partie relative à la révision allégée du PLU et Monsieur DORVAL, société ENGIE GREEN, la partie technique du projet de parc photovoltaïque.

Une présentation sur vidéoprojecteur apparaît de manière à présenter les quatre thèmes suivants :

- Le contexte
- Le projet de parc solaire
- La situation du projet dans le contexte communal
- Le contenu de la révision allégée.

.../...



En conclusion, Madame Viviane BERTI indique que ce PowerPoint sera disponible en version papier à l'accueil de la Mairie et sur le site internet communal dès mercredi 5 juin 2019.

Quant au projet de révision allégée N°1 du PLU, il sera entièrement disponible en version papier également à l'accueil de la Mairie et sur le site ~~internet communal~~ dès ~~vendredi~~ 7 juin 2019.

Monsieur le Maire ouvre le débat.

Les échanges premiers avec le public relèvent une interrogation sur la consistance de l'intérêt du projet, s'il est public ou privé et intéressant ou non pour la collectivité. Le projet de parc solaire est porté par un opérateur privé (ENGIE GREEN) sur un terrain appartenant à un privé (la société 4M PROVENCE ROUTE), dans le cadre d'un bail emphytéotique d'une trentaine d'années entraînant le versement de loyers au propriétaire foncier.

L'intérêt du projet réside dans la revalorisation de terres dégradées par l'ancienne exploitation de carrière, l'éloignement des pôles d'habitation et l'impact zéro sur les terres agricoles qui n'ont plus de potentiel agronomique. Les porteurs de projet rappellent ainsi qu'au-delà de cet intérêt public au sens large, la collectivité doit conformément à ses choix politiques de 2016 lors de l'élaboration du PLU et au travers du PADD, réviser le PLU pour autoriser l'installation de ce parc photovoltaïque en zone agricole. Il est ajouté que la présence d'une telle installation sur le territoire communal qui serait autorisé après révision allégée du PLU et délivrance d'un Permis de construire au nom de l'Etat, génère l'émergence d'une taxe d'aménagement revenant à la Commune et d'une taxe IFER revenant à la fois au Département et à la Communauté de Communes.

Les porteurs de projets précisent enfin que la collectivité au sens large est doublement intéressée puisque l'exploitation d'énergies renouvelables est au centre des préoccupations actuelles et des législations telles que la loi ALUR ou des lois Transitions Energétiques.

Les échanges avec le public soulignent également un étonnement quant aux mesures prises pour protéger l'environnement (mesures jugées excessives) et notamment la faune et flore en termes de biodiversité des sites. A ce titre, une interrogation est soulevée sur les étapes de procédure du projet d'ENGIE GREEN.

Les interlocuteurs de ladite société précisent que ces études et notamment l'étude d'impact au titre de l'environnement est préalable à tout dépôt de Permis de construire de manière à établir les possibilités de réalisation du projet et les mesures de protection. Après ces études et dans le cas, comme en l'espèce, d'une réalisation éventuelle, le permis de construire est déposé auprès des différents Services de l'Etat puis suite à cette phase de consultation, l'autorité environnementale concertée. En cas d'avis favorable, intervient l'enquête publique qui, selon si les procédures de révision allégée du PLU et d'instruction du permis sont corroborantes, peut être unique pour ces deux projets liés. Dans le cas où la révision allégée serait approuvée et le permis de construire délivré, la société ENGIE GREEN pourrait répondre à l'appel d'offre proposé. Ils insistent sur le fait que s'ils ne sont pas lauréats, les études et leurs coûts seraient perdus.

Le public s'interroge sur le ressenti de la population riveraine en cas d'éventuelle réalisation de ce projet ou des associations dont l'objet est la protection de l'environnement, notamment l'association « Les amis du Chemin de Saint-gens ».

Les porteurs de projets indiquent que la participation de chacun est souhaitée et rappellent que le site dégradé actuel sera revalorisé et qu'un véritable projet de trame paysagère et de biodiversité sera établi, comme présenté précédemment. La centrale solaire sera totalement opaque pour les habitations voisines compte-tenu du programme paysager envisagé ainsi que des fortes mesures édictées pour protéger la faune et la flore.

Le dernier thème majeur que relèvent les échanges avec le public concerne l'éventuelle cohérence de ce projet avec l'exploitation de carrière ainsi que la fin de la concession et le « après du parc photovoltaïque ».

Les interlocuteurs de la société ENGIE GREEN précisent que si d'un point de vue administratif, les deux exploitations s'exercent de façon sereine, d'un point technique il est important de les rendre totalement étanche l'une à l'autre. Cet objectif serait atteint notamment par l'installation des clôtures prévues, les pistes demandées par le Service départemental d'Incendie et de Secours et les accès aux exploitations différentes.

Ils précisent à ce sujet que la demande du SDIS de prévoir des pistes externes pour assurer la défense extérieure contre l'incendie et de sur-dimensionner les éternes d'eau ont pour objectif de protéger la centrale des feux extérieurs ou des bâtiments liés à l'exploitation, les panneaux en eux-mêmes n'étant pas inflammables.

Quant à la problématique du devenir de la centrale, les interlocuteurs de la société ENGIE GREEN précisent qu'il existe deux possibilités à la fin du bail : démanteler la centrale pour recycler les panneaux ou changer les panneaux pour renouveler l'exploitation. Dans tous les cas, une clause du bail entre la société 4M PROVENCE ROUTE et ENGIE GREEN prévoira la remise en état du sol et des lieux à la fin du bail.

Monsieur le Maire clôt le débat de la réunion publique du 4 juin 2019.

A l'issue de cette phase de concertation, il apparaît qu'aucune opposition au projet n'a été relevée et que ce dernier semble bien accueilli par le public.

Monsieur le Maire invite dès lors l'Assemblée à tirer le bilan de la concertation et arrêter le projet de révision allégée N°1 du PLU tel qu'il a été transmis.

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL :**

VU l'exposé de Monsieur le Maire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Plan Local d'Urbanisme en vigueur approuvé le 1<sup>er</sup> décembre 2016, mis à jour le 5 mai 2017 et modifié le 28 février 2019,

VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 103-2 et suivants, L 153-11 et L153-34 et suivants,

VU la délibération du 11 avril 2019 prescrivant la procédure de révision allégée N°1 du PLU, définissant ses objectifs et fixant les modalités de concertation,

VU le projet de révision allégée N°1 du PLU dans l'ensemble de ses composants,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire et notamment la présentation du bilan de la concertation,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**CONFIRME** que la phase de concertation relative au projet de révision allégée N°1 du PLU s'est déroulée conformément aux modalités fixées par la délibération du 11 avril 2019.

**DRESSE, TIRE ET APPROUVE** le bilan de la concertation tel qu'il a été présenté par Monsieur le Maire.

**ARRETE** le projet de révision allégée N°1 du PLU tel qu'il a été annexé à la présente délibération.

**DIT** que le projet sera soumis à avis des Personnes Publiques mentionnées aux articles L 132-7 et L 132-9 du Code de l'urbanisme lors d'une réunion d'examen conjoint qui se tiendra le 18 juillet 2019 en Mairie de Pernes-les-Fontaines,

**DIT** que les Personnes Publiques mentionnées aux articles L 132-12 et L 132-13 du Code de l'urbanisme seront consultées dans le cadre de cette procédure, à leur demande.

**PRECISE** que le projet tel qu'arrêté est tenu à la disposition du public en Mairie de Pernes-les-Fontaines, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

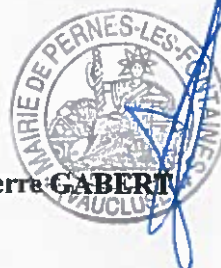
**INDIQUE** que la présente délibération sera affichée en Mairie de Pernes-les-Fontaines pendant un mois et que mention de cet affichage sera fait dans un journal diffusé dans le département.

**DIT** que la présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Commune.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toute pièce afférente à cette procédure.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme,  
le Maire,



Pierre GABERT

**Acte Exécutoire**

Loi n° 82-213 du 2 Mars 1982

Loi n° 82-623 du 22 Juillet 1982

Délibération transmise au représentant  
de l'Etat le : 21 Juin 2019

Affichée le : 21 Juin 2019

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE  
Commune de  
PERNES-LES-FONTAINES

## EXTRAIT DU REGISTRE

## DES DELIBERATION

## DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 20 FEVRIER 2020

(Date de convocation : 12 Février 2020)

Conseillers Municipaux en exercice :	33	L'An deux mille vingt et le vingt Février à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune de PERNES-LES-FONTAINES, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel des séances, sous la présidence de Monsieur Pierre GABERT, Maire.
Présents :	25	
Absents excusés ayant donné procuration :	8	
Absent excusé non représenté :	/	
Absent non excusé :	/	
Votants :	33	

**Etaient présents :** Monsieur Pierre GABERT, Monsieur Didier CARLE, Monsieur Henri BERNAL, Madame Nicole NEYRON, Madame Nadia MARTINEZ, Madame Laurence MONTERDE, Madame Josiane TRANIELLO, Monsieur Christian SOLIER, Monsieur Christian BARTOLETTI, Monsieur François PANTAGENE, Monsieur Bernard BIGONNET, Madame Anne CUNTY, Madame Françoise LAFAURE, Madame Gisèle GIRARD, Monsieur Yannick LIBOUREL, Monsieur Jean-Claude DANY, Madame Georgette DRAGONE, Madame Yolande MANEL, Monsieur Laurent COMTAT, Madame Karine CANDALE, Madame Nancy GONTIER, Monsieur Robert IGOULEN, Monsieur René BOUGNAS, Madame Martine NICOLAS, Madame Véronique GENNET.

**Pouvoirs :** Monsieur Jean-Jacques EXBRAYAT (procuration à Monsieur Jean-Claude DANY), Monsieur Bernard GAINTRAND (procuration à Monsieur Henri BERNAL), Monsieur Eric BOYER (procuration à Monsieur le Maire), Madame Isabelle DESRUT (procuration à Madame Nadia MARTINEZ), Monsieur Patrick MONTY (procuration à Madame Nicole NEYRON), Monsieur Franck RIMBERT (procuration à Monsieur Didier CARLE), Madame Marlène LAUGIER (procuration à Madame Laurence MONTERDE), Madame Annick JOURDAINE (procuration à Monsieur Robert IGOULEN).

Il a été procédé conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris au sein du Conseil Municipal : Nancy GONTIER ayant obtenu l'unanimité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**APPROBATION DE LA REVISION ALLEGEE N°1  
DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Monsieur le Maire rappelle que le Conseil municipal, par délibération N°2019-12 en date du 11 avril 2019, a prescrit une procédure de révision allégée N°1 du PLU dont les objectifs ont été définis comme suivant : autoriser l'implantation d'une centre photovoltaïque d'une surface d'environ 6 hectares sur une partie de la carrière « Sainte-Marie » qui n'est plus exploitée, en cours de remise en état et qui est située en zone agricole du PLU interdisant ce type d'installation. Cette révision allégée du PLU s'inscrit dans les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) qui admet la reconversion des anciennes gravières et carrières, sites dégradés, en projet de développement durable.

.../...

Elle consiste ainsi à créer un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limité (STECAL) au sein de la zone agricole pour autoriser l'implantation dudit projet et de le réglementer au moyen d'un règlement de zone spécifique dit « Npv ». Il est important de rappeler que ce projet, compte-tenu de l'importance de la production d'énergie à venir, est compatible à la fois au SCOT en vigueur du Bassin de Vie d'Avignon et aux lois relatives à la transition énergétique.

La délibération précitée du 11 avril 2019 a également fixé les modalités de concertation avec la population qui ont été mises en œuvre tout au long de la procédure.

C'est à ce titre que par délibération N°2019-2 du 20 juin 2019, le Conseil municipal a dressé, tiré et approuvé le bilan de la concertation et a arrêté le projet de révision allégée N°1 du PLU.

Conformément aux dispositions des articles L 153-16 et L 153-17 du Code de l'urbanisme, ce projet arrêté a été notifié aux Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L 132-7 et L 132-9 du même Code. Il est ici précisé qu'aucune Personne Publique visée aux articles L 132-12 et L 132-13 du Code de l'urbanisme n'a demandé à être consultée.

Aussi, il est indiqué que le 9 juillet 2019 la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers s'est réunie et a donné un avis favorable au projet, à l'unanimité.

Suite à cette notification et conformément à l'article L 153-34 du Code précité, la réunion d'examen conjoint des avis des PPA sur le projet s'est tenue le 18 juillet 2019 en Mairie de Pernes-les-Fontaines.

En amont de cette réunion, les PPA suivantes ont formulé leur avis par écrit :

- Le SDIS 84 en date du 11 juillet 2019 : aucune observation,
- La Commune de Mazan en date du 10 juillet 2019 : souhaite une bonne insertion du projet dans l'environnement,
- La Chambre d'Agriculture de Vaucluse en date du 16 juillet 2019 : avis favorable compte-tenu de la localisation du projet sur un site sans potentiel agricole car occupé par une ancienne carrière et des impacts négligeables sur l'activité agricole alentour. Elle apporte deux observations : la nécessité de prévoir des indemnités en cas de dégâts sur les cultures même si ces derniers sont négligeables (barème interdépartemental d'indemnisation des dégâts aux cultures) et mettre en place un calendrier de travaux qui tienne compte du calendrier viticole pour les cultures situées à proximité,
- Le Syndicat Mixte des Eaux de la Région Rhône Ventoux en date du 16 juillet 2019 : aucune remarque,
- L'Agence Régionale de la Santé en date du 2 juillet 2019 : aucune remarque,
- L'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) en date du 16 juillet 2019 : aucune objection à l'encontre du projet considérant que ce dernier s'inscrit dans un environnement artificialisé ayant perdu sa vocation agricole, qu'il n'a pas d'incidence directe sur les AOP et IGP du territoire, qu'il s'inscrit dans les orientations générales du PADD du SCOT en vigueur et qu'il permet une revalorisation économique des terrains en répondant aux objectifs des lois de transition énergétique. Enfin l'INAO relève une liste incomplète des AOP et IGP en page 31 du rapport de présentation,
- La Communauté de Communes « Les Sorgues du Comtat » en date du 18 juillet 2019 : avis favorable.

Lors de la réunion d'examen conjoint du 18 juillet 2019, les PPA suivantes étaient présentes et ont émis leur avis :

- La Chambre de Commerce et d'Industrie de Vaucluse : compte-tenu des enjeux repérés sur le site du projet, elle donne un avis favorable et précise que sa position habituelle est de favoriser les implantations en toitures de panneaux solaires,
- Le Syndicat Mixte du Bassin de Vie d'Avignon (SCOT) : indique qu'il n'existe pas d'enjeux de biodiversité sur le site du projet et que par conséquent le projet est compatible avec le SCOT en vigueur. Le SCOT à venir, en cours de révision, prévoit des possibilités d'implantation des panneaux solaires sur des sites stratégiques des différents niveaux : le niveau 1 concerne l'implantation de panneaux solaires en milieu urbain

.../..



et le second concerne notamment des sites de carrières. En ce sens, le projet de la carrière Sainte-Marie est donc compatible avec le SCOT en cours de révision,

- La Direction Départementale des Territoires de Vaucluse : indique qu'elle a été associée en amont du projet et relève que les observations qu'elle a formulé lors de l'élaboration du projet ont été prises en compte par la commune et notamment la justification du caractère exceptionnel du STECAL. Par conséquent, elle émet un avis favorable et précise que le permis est en cours d'instruction dans les services de Monsieur le Préfet,
- Le Département de Vaucluse : compte-tenu de l'absence d'espaces naturels sensibles sur le site du projet ou à proximité, il émet un avis favorable.

En complément, la Mission Régionale d'Autorité Environnementale PACA a été consultée sur le projet le 24 juillet 2019 et n'a rendu aucun avis dans les délais de trois mois qui lui était impartis. Le 24 octobre 2019, la collectivité a ainsi été destinataire d'un courrier de sa part attestant de l'absence d'observation sur le projet de révision allégée N1 du PLU.

Après examen de l'ensemble des avis issus de la notification des Personnes Publiques Associées, il est précisé :

- Concernant l'avis de la Commune de Mazan : qu'un long travail en amont a été réalisé, en partenariat avec le maître d'œuvre afin d'insérer au mieux le projet dans le paysage environnant. Comme indiqué dans le rapport de présentation, le paysage qui entoure le terrain d'implantation du projet est composé de haies composites et boisements en bosquet qui jouent un rôle de brise vent. Le projet est lui, prévu en contrebas et sera encadré par une végétation de type arbuste au sein d'une vaste étendue plane, ponctuée par des vallons, limitant les perceptions vers l'extérieur. En ce sens, les lisières végétalisées au Nord et au Sud seront densifiées afin de créer un véritable écran visuel plus marqué et les bosquets à l'Est seront conservés. Un autre bosquet sera implanté au Nord-Ouest entre le parc et les habitations existantes du lieu-dit Sainte-Marie afin de limiter les perceptions avec un masque végétal qui s'inscrit dans la continuité paysagère environnante. Des haies seront également plantées en lisières Est et Ouest afin de limiter les perceptions depuis les lieux de vie et axes de communication. Enfin, une clôture de deux mètres de hauteur encadrera l'ensemble de la parcelle objet du projet.
- Concernant l'avis de la Chambre d'agriculture : la collectivité précise qu'elle n'est pas compétente dans le cadre de la mise en œuvre des protocoles d'indemnisation aux dégâts des cultures mais demandera au porteur du projet de prendre attache auprès de la Chambre afin d'envisager ce cas et se renseigner sur le calendrier viticole pour anticiper et éviter les éventuelles nuisances, même négligeables sur les récoltes.
- Concernant l'avis de l'INAO : la collectivité précise que la liste des AOP et IGP en page 31 du rapport de présentation est donnée à titre indicatif et d'exemple et qu'il n'est pas obligatoire de l'insérer.

Dans un second, temps, par décision du Tribunal administratif de Nîmes en date du 28 août 2019, Monsieur André FAUGERAS a été désigné en tant que commissaire enquêteur pour conduire l'enquête publique relative au projet de révision allégée N1 du PLU.

L'arrêté municipal N°2019-1529 du 26 septembre 2019 ordonnant l'ouverture de ladite enquête publique, a fixé sa durée à 36 jours consécutifs du Lundi 28 octobre 2019 au Lundi 2 décembre 2019 inclus en Mairie de Pernes-les-Fontaines.

Concernant le déroulement de cette enquête, le commissaire enquêteur n'a recensé aucune observation du public.

A sa clôture et après échange du procès-verbal de synthèse et du mémoire en réponse de la collectivité, Monsieur André FAUGERAS, commissaire enquêteur, a rendu son rapport et ses conclusions motivées datées du 18 décembre 2019, le 20 décembre 2019.

.../...

Son rapport a été transmis à Monsieur le Préfet de Vaucluse et au Tribunal administratif de Nîmes et, mis à disposition en version papier à l'accueil de la Mairie de Pernes-les-Fontaines et sur le site de la Ville, rubrique vie pratique – habitat et urbanisme – PLU.

Il est désormais donné lecture des conclusions motivées et de l'avis du commissaire enquêteur :

**“ MES CONCLUSIONS :**

**Sur la forme :**

*Le dossier préparé par le cabinet “Atelier AVB” à Montpellier (Gard) (34) est complet et bien étayé.*

*La procédure a été parfaitement suivie, le public me semble avoir été correctement informé par les différents médias à la disposition de la commune, et les affiches nombreuses apposées sur l'ensemble du territoire de la commune.*

**Sur le fond de l'opération :**

*La révision allégée du PLU avait comme objectif, dans un premier temps, de créer un STECAL qui pourrait permettre à terme l'implantation d'un site photovoltaïque, en réutilisant une carrière dégradée après son exploitation et, ainsi, lui donner une deuxième utilité tout en économisant des surfaces agricoles.*

*En effet, le PLU approuvé le 01 décembre 2016, actuellement en vigueur, n'autorise pas l'implantation d'un parc photovoltaïque, mais cette implantation correspond aux directives du PADD.*

*La révision allégée du Plan Local d'Urbanisme permettra de créer une zone réservée à l'installation d'un parc photovoltaïque par la création d'un STECAL, zone Npv (Zone Naturelle destinée à l'implantation d'un projet de panneaux photovoltaïque).*

*Cette implantation donne à un emplacement totalement dégradé une deuxième destinée utile pour la collectivité : production d'électricité indépendante des produits fossiles, sans pour autant toucher aux terrains agricoles. De plus, ce secteur ne subira pas de nuisances olfactives ou sonores, le recours au photovoltaïque étant neutre sur ce plan.*

*Au niveau de la perception visuelle de cette installation, le STECAL comprend en plus des superficies indispensables pour l'installation des panneaux photovoltaïques, des installations techniques annexes et des cheminements nécessaires à l'entretien et à la surveillance de l'ensemble, les superficies réservées pour l'intégration du site dans l'environnement (clôtures végétales de deux mètres).*

*Je pense donc en toute impartialité que la modification demandée par la commune est tout à fait raisonnée et conforme aux dispositions du PADD et du SCOT.*

*En conséquence, tout en regrettant l'indifférence des habitants de Pernes vis-à-vis de cette enquête, je donne un avis favorable (...).”*

Compte-tenu des éléments de réponse apportés aux Personnes Publiques Associées, de l'ensemble de leurs observations ne remettant aucunement en cause l'utilité du projet et de l'avis favorable assorti d'aucune observation ni réserve du commissaire enquêteur, la collectivité propose de n'apporter aucune modification au projet arrêté de révision allégée N1 du PLU.

A ce titre, Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal qu'ils ont été destinataires par voie dématérialisée de l'ensemble du projet de révision allégée N1 du PLU, des avis des Personnes Publiques Associées (et procès-verbal de synthèse de la réunion d'examen conjoint) et du rapport du commissaire-enquêteur en annexe à la convocation et note de synthèse du présent Conseil municipal et, qu'une version papier était à leur disposition au service de la Direction Générale.

Monsieur le Maire invite désormais l'Assemblée à approuver le projet de révision allégée N°1 du Plan Local d'Urbanisme tel qu'annexé et présenté.

**LE CONSEIL MUNICIPAL :**

VU l'exposé de Monsieur le Maire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

.../...

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.103-2 et suivants et L.153-11 et L.153-34 et suivants,

VU le Plan Local d'Urbanisme en vigueur approuvé le 1<sup>er</sup> décembre 2016, mis à jour le 5 mai 2017, modifié le 28 février 2019, mis à jour le 11 décembre 2019 et modifié de manière simplifiée le 19 décembre 2019,

VU la délibération du 11 avril 2019 prescrivant la procédure de révision allégée N°1 du PLU, définissant ses objectifs et fixant les modalités de concertation,

VU la délibération du 20 juin 2019 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de révision allégée N°1 du PLU,

Entendu les avis des Personnes Publiques Associées et le procès-verbal de synthèse d'examen conjoint PPA du 18 juillet 2019,

VU l'arrêté municipal N°2019-1529 en date du 26 septembre 2019 ordonnant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de révision allégée N°1 du PLU,

Entendu les conclusions motivées et avis du commissaire enquêteur,

CONSIDERANT que le projet de révision allégée N°1 du PLU tel qu'il est présenté au Conseil municipal est prêt à être approuvé,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**APPROUVE** la révision allégée N°1 du Plan Local d'Urbanisme telle qu'elle est présentée et annexée à la présente délibération.

**DIT** que la présente délibération sera affichée en Mairie de Pernes-les-Fontaines et à la Mairie annexe des Valayans, pendant un mois et que mention de cet affichage sera inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

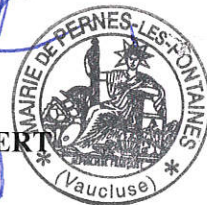
**DIT** que la présente délibération, accompagnée de deux exemplaires du dossier de révision allégée N°1 du PLU, sera transmise à Monsieur le Préfet de Vaucluse.

**DIT** que la révision allégée N°1 du PLU approuvée, sera tenue à la disposition du public à la Mairie de Pernes-les-Fontaines et à la Préfecture de Vaucluse aux jours et heures habituels d'ouverture.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme,  
le Maire,

Pierre GABERT



**Acte Exécutoire**

Loi n° 82-213 du 2 Mars 1982

Loi n° 82-623 du 22 Juillet 1982

Délibération transmise au représentant  
de l'Etat le : 21 Février 2020

Affichée le : 21 Février 2020